



Simandres



Juin 2023



# Modification n°3 du PLU

Auto-évaluation MRAe

## Simandres



**Rédaction** : Richard BENOIT

**Photo de couverture** : Mosaïque Environnement©



Agence Mosaïque Environnement

111 rue du 1er Mars 1943 - 69100 Villeurbanne tél. 04.78.03.18.18 - fax 04.78.03.71.51

agence@mosaique-environnement.com - [www.mosaique-environnement.com](http://www.mosaique-environnement.com)

SCOP à capital variable – RCS 418 353 439 LYON



# SOMMAIRE

1. CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE.....	1
2. RAISONS DE LA MODIFICATION .....	2
3. LOCALISATION DES MODIFICATIONS ET ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX.....	4
3.1 LES ZONES RÉGLEMENTAIRES ET INVENTAIRES DE BIODIVERSITÉ .....	4
3.2 INCIDENCES DE LA MODIFICATION.....	7
4. SUSCEPTIBILITÉ D'AFFECTER SIGNIFICATIVEMENT UN SITE NATURA 2000 ou ZNIEFF.....	8
5. INCIDENCES SUR LES MILIEUX NATURELS ET LA BIODIVERSITÉ .....	9
6. EFFETS DE LA MODIFICATION DU PLU SUR LA CONSOMMATION DE L'ESPACE.....	10
7. INCIDENCE SUR UNE ZONE HUMIDE.....	11
8. INCIDENCE SUR EAU POTABLE, EAUX PLUVIALES, ASSAINISSEMENT.....	13
9. INCIDENCES SUR LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE BÂTI .....	14
10. INCIDENCE SUR L'ÉNERGIE, LE CLIMAT, LES POLLUTIONS ET LES NUISANCES .....	17
11. CONCLUSION .....	18



## I. CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

Les articles R.104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme relatifs à la procédure d'examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable ainsi que le présent formulaire ont pour objet de transposer la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

En effet, la Directive précise que le processus d'évaluation environnementale est réalisé systématiquement pour certains types de document ou dans le cadre d'un examen au cas par cas qui permet de déterminer si le plan ou programme est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement à l'aide des critères pertinents fixés à l'annexe II, pour d'autres.

Elle indique que les effets notables probables sur l'environnement doivent être envisagés « ...y compris sur des thèmes comme la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs » Annexe I, f) de la Directive 2001/42/CE. Elle précise que pour les effets notables probables sur l'environnement, il « faudrait inclure ici les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long termes, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs.

La directive est interprétée à la lumière du principe de précaution, qui est l'un des fondements de la politique de protection d'un niveau élevé poursuivie par l'Union européenne dans le domaine de l'environnement. Un projet de plan ou programme est considéré comme étant susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement lorsque, en raison de sa nature, s'il risque de transformer de façon substantielle ou irréversible des facteurs d'environnement, tels que la faune et la flore, le sol ou l'eau, indépendamment de ses dimensions. L'évaluation doit être réalisée dès qu'il existe une probabilité ou un risque que l'acte ait de tels effets. Il est considéré qu'un tel risque existe dès lors qu'il ne peut être exclu, sur la base d'éléments objectifs, que le projet, plan ou programme, est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement

## 2. RAISONS DE LA MODIFICATION

La commune souhaite pouvoir faire évoluer son document d'urbanisme pour :

### **Un périmètre d'étude**

A la suite de la mise en œuvre d'un périmètre d'étude pour la maîtrise du développement et des aménagements sur le centre bourg et au vu des résultats de l'étude alors menée, la commune souhaite pouvoir faire évoluer son document d'urbanisme pour :

- **Modifier le règlement, sur chacune des zones « U » mixte à dominante d'habitat, pour établir des outils de maîtrise de la densité urbaine**

Afin de permettre le développement maîtrisé de la commune par le prisme d'outils de maîtrise de la densité urbaine comme le CES (Coefficient d'Emprise au Sol) et le CPT (Coefficient de Pleine Terre).

- **Créer des OAP sur des secteurs à enjeu**

Dans la mesure où la commune souhaiterait maîtriser le développement de 3 secteurs à fort enjeu, localisés dans le centre-urbain.

- **Mise en œuvre de secteurs délimités au titre du L151-15 du code de l'urbanisme**

Afin de permettre l'affectation de catégorie de logements sur des secteurs localisés en zones urbaines, des périmètres vont être définis sur ces derniers.

Cela entrera dans le cadre des secteurs délimités au titre du L151-15 du CU :

*« Le règlement peut délimiter, dans les zones urbaines ou à urbaniser, des secteurs dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logements, un pourcentage de ce programme est affecté à des catégories de logements qu'il définit dans le respect des objectifs de mixité sociale. »*

### **Des évolutions pour prendre en compte des dysfonctionnements apparus depuis l'approbation de la révision du document d'urbanisme.**

- **Evolution du règlement**

- Evolution du règlement de la zone 2AU
- Laisser plus de souplesse sur l'orientation du faitage
- Modifier la règle concernant la hauteur autorisée des déblais/remblais
- Actualiser le référencement du nuancier et l'illustrer dans le règlement
- Faire évoluer les règles relatives au stationnement
- Evoquer la mutualisation de accès dans l'Article 3
- Mise à jour des Articles 14 avec la suppression des COS
- Mise à jour de l'Annexe 2 « Définitions »

- **Créer et modifier les emplacements réservés**

La modification N°3 a aussi été l'occasion de réinterroger la nécessité des différents emplacements réservés du PLU et d'en créer de nouveaux.

- **Modification de zonage**

Afin de permettre l'affectation de catégorie de logements sur des secteurs localisés en zones urbaines, des périmètres vont être définis sur ces derniers.

Cela entrera dans le cadre des secteurs délimités au titre du L151-15 du CU :

*« Le règlement peut délimiter, dans les zones urbaines ou à urbaniser, des secteurs dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logements, un pourcentage de ce programme est affecté à des catégories de logements qu'il définit dans le respect des objectifs de mixité sociale. »*

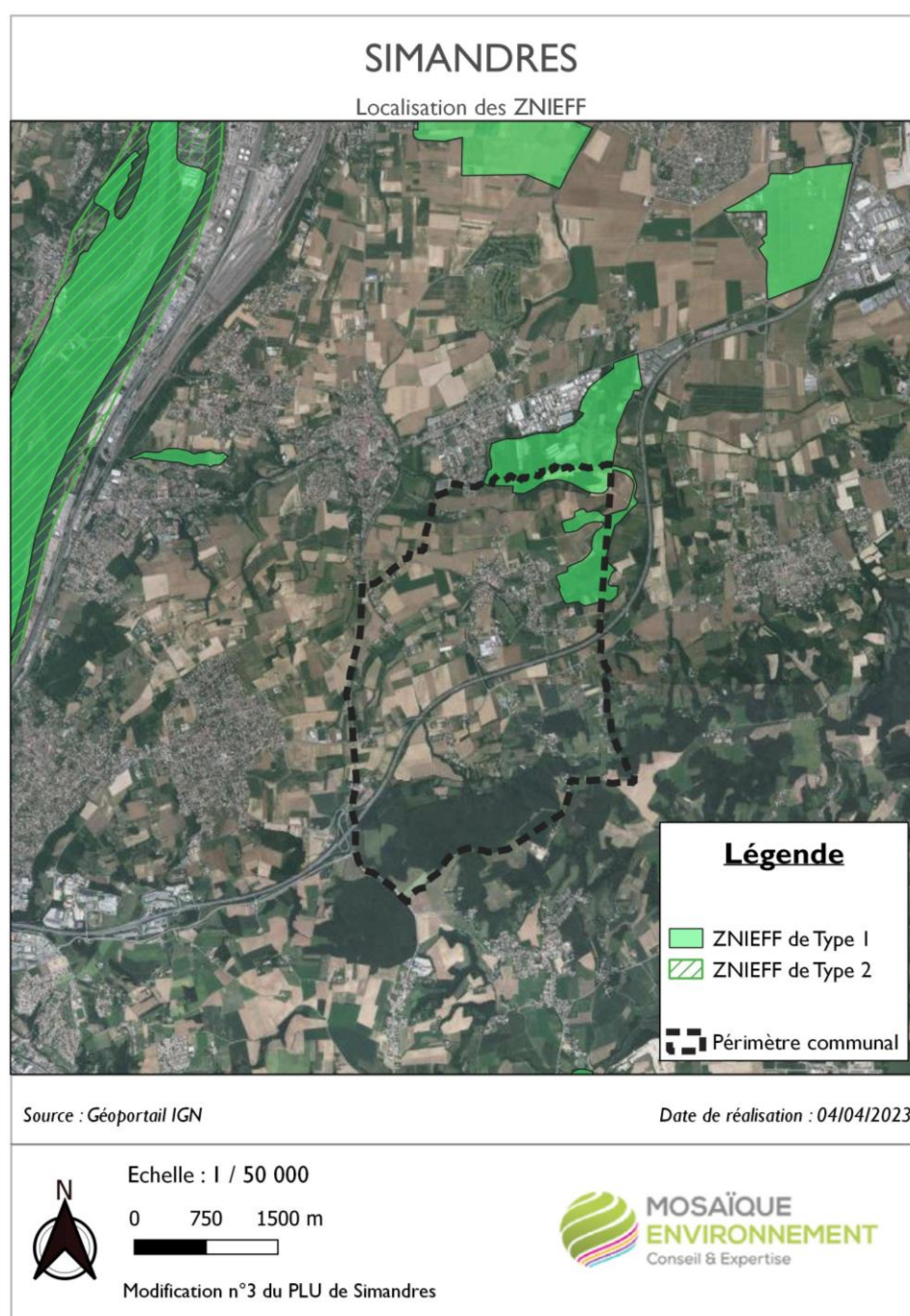


### 3. LOCALISATION DES MODIFICATIONS ET ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

#### 3.1 Les zones réglementaires et inventaires de biodiversité

##### Les ZNIEFF

L'inventaire des ZNIEFF détermine seulement un secteur sur le territoire, particulièrement riches d'un point de vue écologique et faunistique. On distingue 1 type de ZNIEFF : la ZNIEFF de type I « Cressonnières de Simandres et Saint-Symphorien d'Ozon »





- **ZNIEFF de type I : CRESSONNIERES DE SIMANDRES ET SAINT-SYMPHORIEN D'OZON** (Au Nord, Nord-Est de la commune)

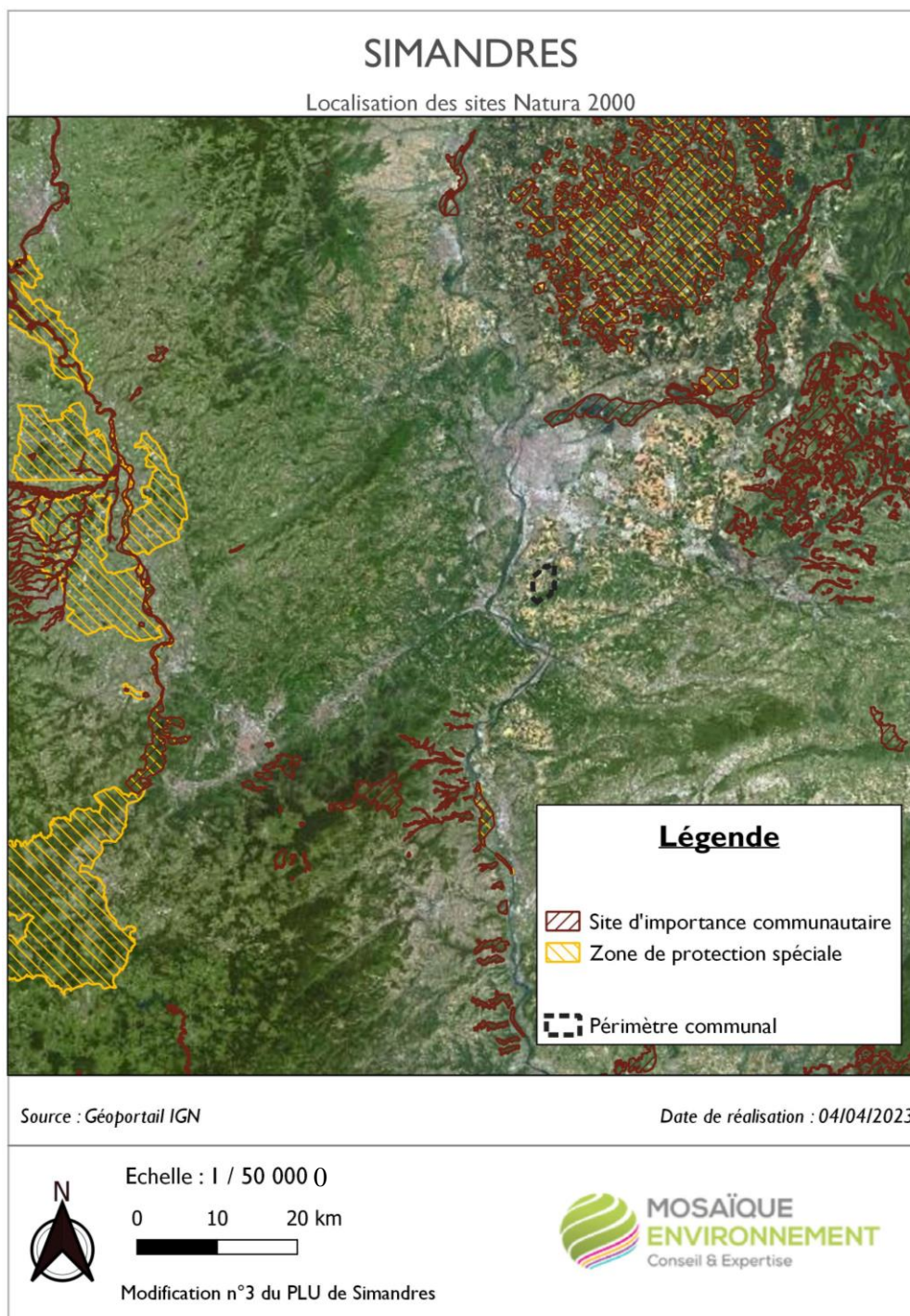
Ce secteur présente un attrait particulier : il s'agit pour partie d'une ancienne cressonnière à l'abandon. Les bassins de mise en culture sont en permanence alimentés par l'Ozon. Celui-ci traverse le site de part en part. A proximité de ces bassins, des serres sont exploitées. Au sud, une zone de marais, située au pied d'une butte, vient compléter cet ensemble qui forme un îlot aquatique d'origine artificielle au sud-est de Lyon. Les cultures maraîchères, marais et vergers, se succèdent sur une surface réduite donnant un aspect foisonnant et une ambiance paysagère hétéroclite. Ces cultures bénéficient de sols profonds issus de lœss originaires de la dégradation des moraines glaciaires datées du Riss. Le Castor d'Europe est capable d'utiliser le moindre cours d'eau s'il bénéficie d'une nourriture suffisante et facile d'accès à partir des berges. Sa présence ici n'est donc pas surprenante. Plus remarquable est celle de l'Agrion de Mercure, un insecte apparenté aux libellules, très rare en France et dont la présence reste exceptionnelle dans le Rhône.

Ainsi, les critères d'intérêt patrimoniaux de la ZNIEFF sont plus d'ordre écologique et faunistique.

Comme on peut le voir sur la cartographie ci-dessus, cette ZNIEFF se localise au Nord, Nord-Est de la commune, en limite de périmètre, s'établissant, en ce sens, à l'écart de l'enveloppe urbaine.

## Les sites Natura 2000

Le réseau Natura 2000 : Avec pour double objectif de préserver la diversité biologique et de valoriser les territoires, l'Europe s'est lancée depuis 1992 dans la réalisation d'un ambitieux réseau de sites écologiques appelé NATURA 2000.



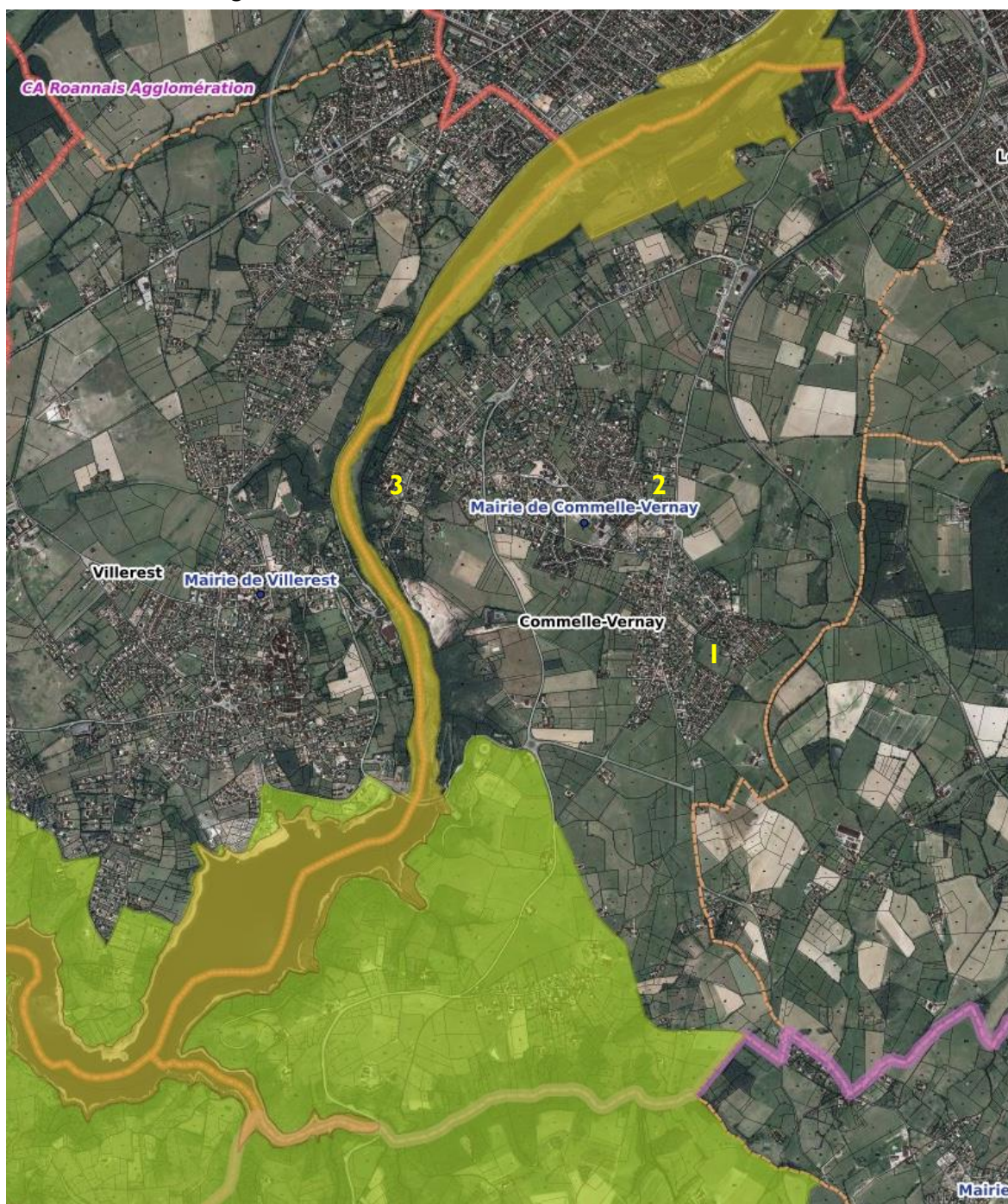
Le réseau Natura 2000 comprend donc un ensemble de sites naturels identifiés pour la rareté ou la fragilité des habitats naturels, des espèces sauvages, animales ou végétales, et de leurs habitats. Natura 2000 concilie préservation de la nature et préoccupations socio-économiques.

La commune de Simandres n'est concernée par aucun site Natura 2000 (la première étant à 16 km du périmètre communal), comme nous pouvons l'entrevoir sur la cartographie ci-dessus.



### 3.2 Incidences de la modification

En dehors des corrections matérielles et des évolutions de rédaction du règlement, la présente modification concerne 3 secteurs, faisant l'objet d'OAP et la création ou modification d'Emplacements Réservés. Nous retrouvons, ci-après, une carte reprenant la localisation des éléments et les zones règlementaires environnementales.



Création de secteurs d'OAP (en rouge)

Création ou modification d'Emplacements Réservés (en bleu)

On voit que sur les deux éléments mentionnés précédemment, aucun n'est situé directement dans la zone de ZNIEFF repéré en amont.

#### 4. SUSCEPTIBILITE D'AFECTER SIGNIFICATIVEMENT UN SITE NATURA 2000 ou ZNIEFF

Comme indiqué ci-dessus aucun des secteurs spécifiquement touchés par la modification n'est directement situé dans une zone de ZNIEFF et encore moins dans un site Natura 2000. En ce sens, nous ne retrouvons aucunes incidences sur les zones réglementaires environnementales et les inventaires de biodiversité, comme la carte suivante l'expose.

CARTE OAP + ER + ZNIEFF

## 5. INCIDENCES SUR LES MILIEUX NATURELS ET LA BIODIVERSITE

La plupart des modifications portent sur des terrains appartenant à l'enveloppe urbaine actuelle de Simandres, mis à part, pour certains emplacements réservés localisés en zones A et N qui possèdent une consommation sur les milieux naturels peu importante.

Pour les autres points :

- Création de 3 secteurs d'OAP localisé dans l'enveloppe urbaine existante
- Modification du règlement de chaque zone U à dominante d'habitat pour établir des outils de maîtrise de la densité urbaine
- Modification de zonage pour la mise en œuvre de secteurs délimités au titre du LI51-15 du CU (dans l'enveloppe urbaine)
- Evolution du règlement de la zone 2AU
- Laisser plus de souplesse sur l'orientation de faitage
- Modifier la règle concernant la hauteur autorisée des déblais/remblais
- Actualiser le référencement du nuancier et l'illustrer dans le règlement
- Faire évoluer les règles relatives au stationnement
- Evoquer la mutualisation de accès dans l'Article 3
- Mise à jour des Articles 14 avec la suppression des COS
- Mise à jour de l'Annexe 2 « Définitions »

Il apparaît qu'ils n'ont pas d'incidences particulières sur les milieux naturels et la biodiversité.

## 6. EFFETS DE LA MODIFICATION DU PLU SUR LA CONSOMMATION DE L'ESPACE

Sur l'ensemble des modifications proposées, seulement une peut entraîner une consommation d'espace qui, cependant, reste minime :

- La création des Emplacements Réservés, particulièrement pour l'élargissement de voirie ou la création de cheminement piéton ou cyclable, et ce particulièrement en zone A et N. Il s'agit là, de la consommation d'espace pour le fonctionnement urbain de la commune, pour développer des mobilités douces sur le territoire et non pour la création de secteurs d'habitat. En ce sens, les surfaces consommées restent réduites.

Pour les autres points :

- Création de 3 secteurs d'OAP localisé dans l'enveloppe urbaine existante
- Modification du règlement de chaque zone U à dominante d'habitat pour établir des outils de maîtrise de la densité urbaine
- Modification de zonage pour la mise en œuvre de secteurs délimités au titre du LI51-15 du CU (dans l'enveloppe urbaine)
- Evolution du règlement de la zone 2AU
- Laisser plus de souplesse sur l'orientation de faitage
- Modifier la règle concernant la hauteur autorisée des déblais/remblais
- Actualiser le référencement du nuancier et l'illustrer dans le règlement
- Faire évoluer les règles relatives au stationnement
- Evoquer la mutualisation de accès dans l'Article 3
- Mise à jour des Articles 14 avec la suppression des COS
- Mise à jour de l'Annexe 2 « Définitions »

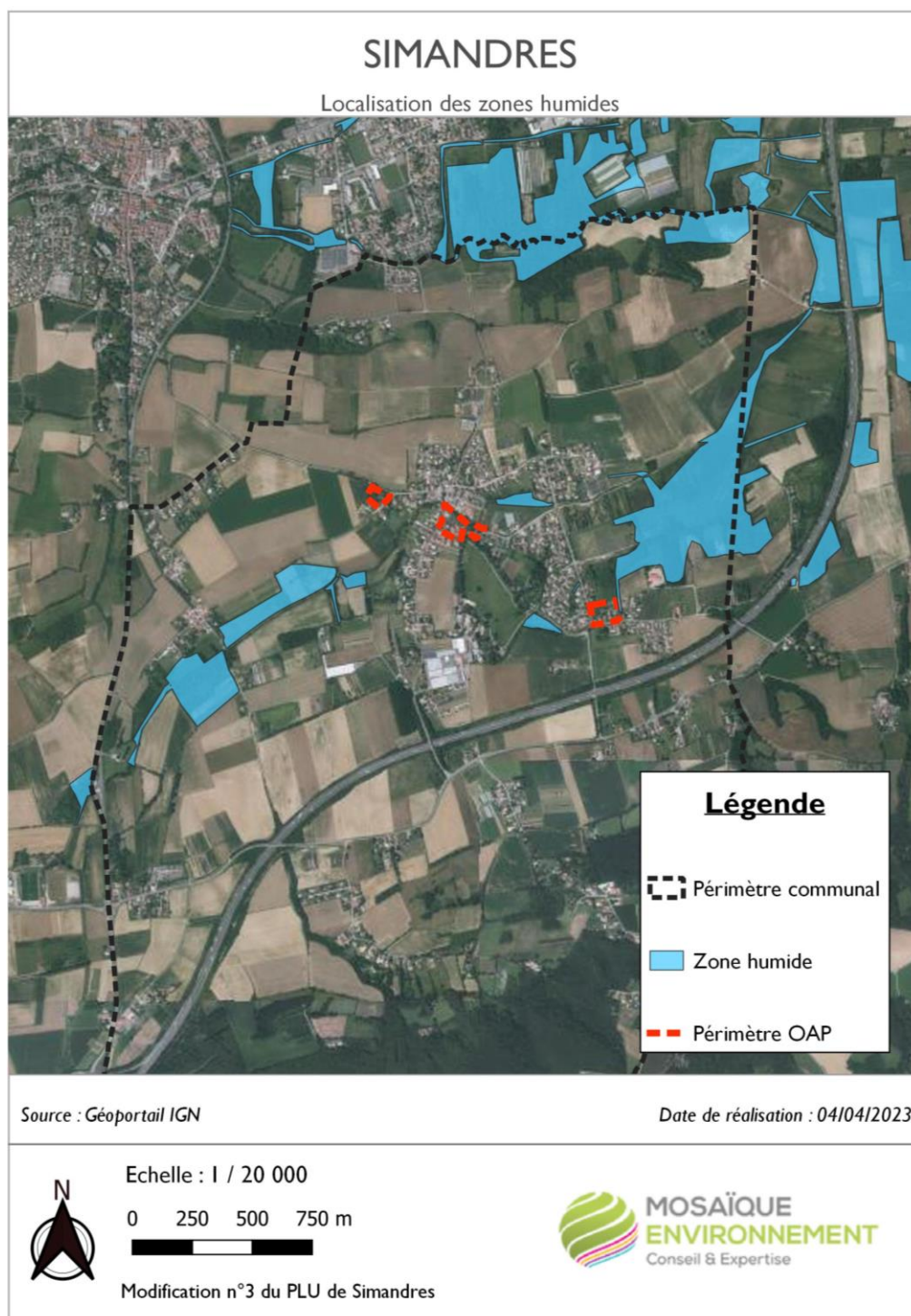
Il apparaît qu'ils n'ont pas d'incidences particulières sur la consommation de l'espace.



## 7. INCIDENCE SUR UNE ZONE HUMIDE

Sur l'ensemble des modifications proposées, seulement une pourrait entraîner une incidence sur une zone humide du fait de sa proximité :

- Le secteur d'OAP « Est » qui se localise directement à proximité d'une zone humide. Par ailleurs, cette dernière ne se retrouve pas au sein même de l'OAP et fait l'objet d'un classement en zone N et A dans le zonage.



Il n'y a donc pas d'incidence nouvelle en terme sur la zone humide.



Pour les autres points :

- Création et modification d'Emplacements Réservés (localisés hors des zones humides)
- Modification du règlement de chaque zone U à dominante d'habitat pour établir des outils de maîtrise de la densité urbaine
- Modification de zonage pour la mise en œuvre de secteurs délimités au titre du L151-15 du CU (dans l'enveloppe urbaine)
- Evolution du règlement de la zone 2AU
- Laisser plus de souplesse sur l'orientation de faitage
- Modifier la règle concernant la hauteur autorisée des déblais/remblais
- Actualiser le référencement du nuancier et l'illustrer dans le règlement
- Faire évoluer les règles relatives au stationnement
- Evoquer la mutualisation de accès dans l'Article 3
- Mise à jour des Articles 14 avec la suppression des COS
- Mise à jour de l'Annexe 2 « Définitions »

Il apparaît qu'ils n'ont pas d'incidences particulières sur des zones humides.

## 8. INCIDENCE SUR EAU POTABLE, EAUX PLUVIALES, ASSAINISSEMENT.

### **Les incidences de la modification du PLU sur la ressource en eau**

Les secteur d'OAP et les différents points de la modification ne changent pas le Projet d'Aménagement de la commune en termes d'évolution de population (et donc de logement à produire et à desservir) ou de développement d'activité tel qu'il est prévu dans le PADD et le PLU. Elle n'entraîne donc pas de nouvelles incidences sur la ressource en eau.

### **Les incidences de la modification du PLU sur la gestion des eaux pluviales**

Sur l'ensemble des modifications proposées, une peut entraîner une augmentation significative des surfaces imperméabilisées avec des incidences sur la question du traitement des eaux pluviales :

- La création de 3 secteurs d'OAP qui entrainera l'artificialisation de certaine zone dans le but d'établir une urbanisation plus dense et maîtrisée sur la commune. Par ailleurs, le PLU prévoit l'obligation de traiter les eaux pluviales à l'échelle de l'aménagement, et la mise en place d'un CPT, en milieu urbain, permet une infiltration de la ressource en eau dans les sols. De même, l'obligation de rendre perméable les places de stationnement aériennes, dans le règlement, entraine un effet positif sur l'infiltration des eaux et sa gestion.

Il n'y aura donc pas d'incidences notables au niveau des eaux pluviales.

### **Les incidences de la modification du PLU sur l'assainissement**

Afin de limiter l'impact du développement urbain sur les milieux naturels, le PADD exprime que la plus grande part de développement urbain se fera autour du centre-bourg, dans de secteurs desservis par l'assainissement collectif. Les eaux usées sont traitées par la station d'épuration de Lyon-Saint Fons qui a fait l'objet d'une mise en conformité en 2013.

Les points de la modification ne changent pas le Projet d'Aménagement de la commune en termes d'évolution de population prévue et donc de logements à produire et à desservir par le système d'assainissement.

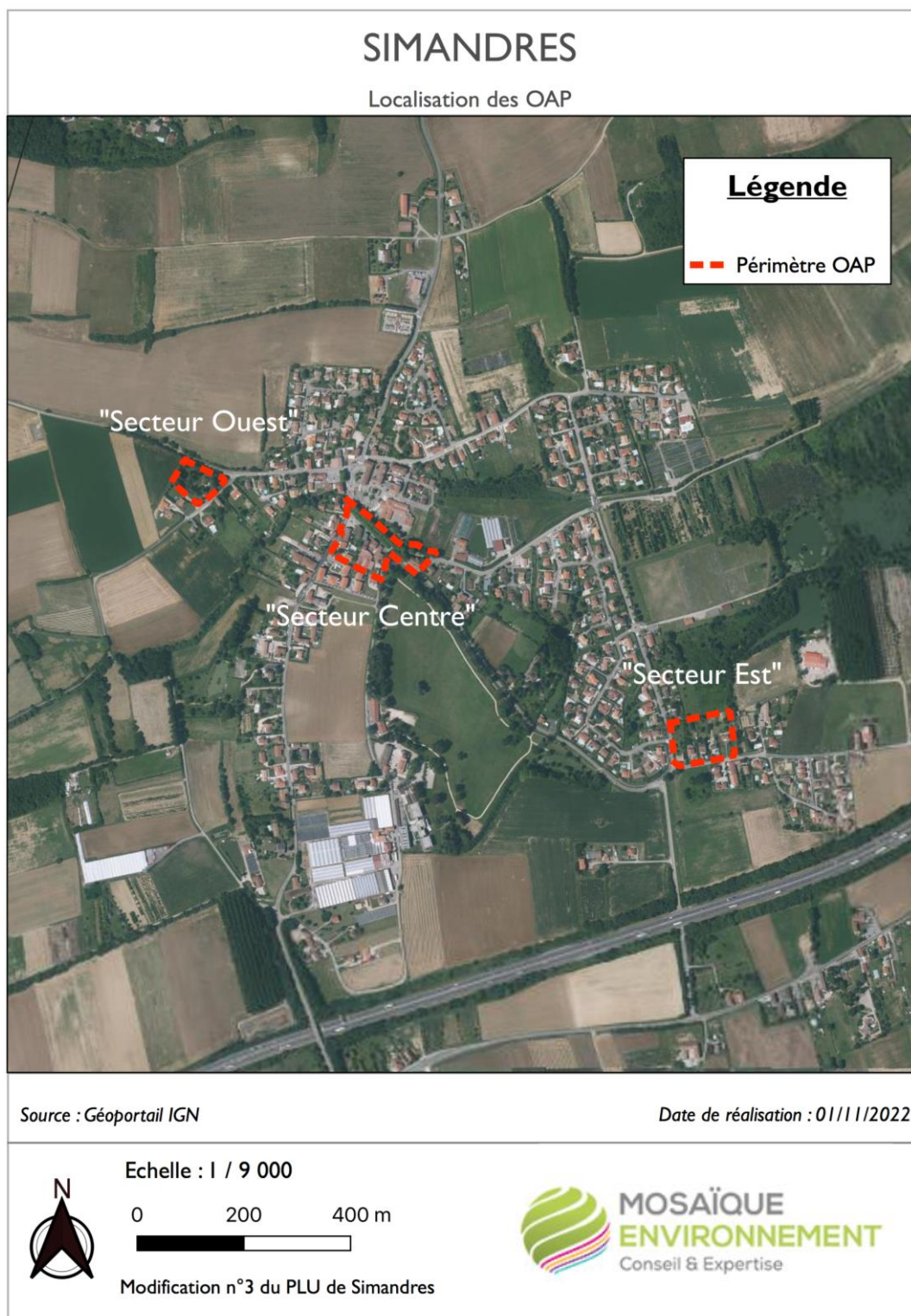
La seule incidence limitée pourrait être l'ouverture de la zone 2AU qui ne fait pas partie des éléments de la procédure de modification.

Cela n'entraînera donc pas d'incidence notable sur l'assainissement.

## 9. INCIDENCES SUR LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE BÂTI

Sur l'ensemble des modifications proposées, trois peuvent avoir une incidence positive ou négative sur le paysage ou le patrimoine bâti :

- La création de 3 secteurs d'OAP imposant des densités plus fortes qui, in fine, implique une typologie de logement diversifiées (groupé, intermédiaire ou collectif)





Toutefois, il faut souligner que ces espaces sont, de nos jours, cernés par l'urbanisation des trois côtés.

- OAP « Centre » : il s'agit d'une opération de renouvellement urbain qui viendra directement redonner un aspect paysager positif au cœur de ville, tout en prenant en compte l'environnement dans lequel elle s'inscrit.
- OAP « Est » : l'impact paysager de l'opération, ici, restera relativement modéré. En effet, nous retrouvons une topographie plane sur le secteur et une végétation relativement importante créant, ainsi, une certaine barrière végétale.



*Vue depuis la Rue du Stade*



*Vue depuis la Rue des Fontaines*

- OAP « Ouest » : sur ce site, localisé en entrée de village, l'impact paysager est plus significatif. En effet, nous retrouvons un terrain qui surplombe les voiries avoisinantes. Par ailleurs, la végétation dense, préservée dans les principes de l'OAP, vient directement créer un écran végétal camouflant l'opération à venir.



*Vue depuis la Route de Lyon en direction de la centralité*



*Vue depuis la Route de Lyon en direction de la sortie de ville*

- La mise en place d'un Coefficient de Pleine Terre dans les secteurs urbanisés, limitant l'artificialisation des sols des parcelles construites, impacte positivement le caractère paysager en milieu urbain. En effet, cela permet de préserver une partie des tènements en espace végétalisé non artificialisé pérennisant, ainsi, des secteurs de jardins en zone bâtie
- La modification de certains éléments du règlement joue, de même, directement sur le caractère paysager et bâti de la commune :
  - La mutualisation des accès : Cette modification permettra d'éviter la multiplication des accès aux habitations sur l'espace public jouant, favorablement, sur le caractère paysager des voies. Cela permettra, ainsi, d'obtenir des continuités plantées sans rupture fréquentes de ces dernières.
  - L'actualisation du nuancier : Le nuancier reste en accord avec le dernier mis en place par la commune, tout en laissant plus de souplesse quant à la gamme de coloris, répondant, ainsi, à une demande actuelle des habitants. En ce sens, cette actualisation n'a aucune incidence sur le caractère paysager et bâti de l'ensemble urbain.

Pour les autres points :

- Création et modification d'Emplacements Réservés (localisés hors des zones humides)
- Modification de zonage pour la mise en œuvre de secteurs délimités au titre du L151-15 du CU (dans l'enveloppe urbaine)
- Evolution du règlement de la zone 2AU
- Laisser plus de souplesse sur l'orientation de faitage
- Modifier la règle concernant la hauteur autorisée des déblais/remblais
- Faire évoluer les règles relatives au stationnement
- Evoquer la mutualisation de accès dans l'Article 3
- Mise à jour des Articles 14 avec la suppression des COS
- Mise à jour de l'Annexe 2 « Définitions »

Il apparaît qu'ils n'ont pas d'incidences particulières sur le paysage et le patrimoine bâti.

## **10. INCIDENCE SUR L'ÉNERGIE, LE CLIMAT, LES POLLUTIONS ET LES NUISANCES**

### **Les incidences de la modification du PLU sur l'énergie et le climat**

Les points de la modification ne changent pas le Projet d'Aménagement de la commune en terme d'évolution de population (et donc de logement à produire et à desservir) ou de développement d'activité tel qu'il est prévu dans le PADD et le PLU.

Elle n'entraîne donc pas de nouvelles incidences sur l'énergie et le climat

### **Les incidences de la modification du PLU sur les pollutions et les nuisances**

Les points de la modification ne changent pas le Projet d'Aménagement de la commune en terme d'évolution de population (et donc de logement à produire et à desservir) ou de développement d'activité tel qu'il est prévu dans le PADD et le PLU.

Elle n'entraîne donc pas de nouvelles incidences sur les pollutions et les nuisances.

## II. CONCLUSION

L'analyse des incidences sur l'environnement de la modification N°3 du PLU n'ayant pas fait apparaître à nos yeux d'incidences notables sur l'environnement, le présent dossier sera transmis à la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) pour examen au « cas par cas ».